

Chapitre 3

Les jeunes et la politique : vers un nouveau modèle de citoyenneté dans les démocraties avancées

Anne Muxel

S'agissant des relations des jeunes et de la politique, d'évidentes transformations sont à observer dans toutes les démocraties occidentales. Dans l'ensemble des démocraties établies, l'engagement de la jeunesse vis-à-vis des institutions politiques traditionnelles a décliné ces dernières décennies, pour aboutir à ce que certains considèrent comme une crise de la citoyenneté. Quelles sont les transformations les plus caractéristiques ? Qu'est-ce que les politiques de jeunesse ont de si particulier ? Nos démocraties sont plus représentatives et les relations que les citoyens ordinaires établissent avec le système politique sont plus individualisées que dans le passé le plus récent. Les affiliations partisans se sont distendues de la même manière que les affiliations sociales. Les grands récits politiques ont perdu de leur force et ne fournissent plus une carte lisible des systèmes d'appartenance auxquels les individus pourraient se rattacher et envers lesquels s'engager. Sous l'angle de la politisation sociale, l'expérimentation a pris le dessus sur l'identification et l'affiliation dans la jeune génération. L'engagement politique se fait de plus en plus souvent au moyen de formes nombreuses et différentes d'expression et d'action. La norme civique en lien avec le devoir électoral s'est affaiblie et l'abstention continue à s'étendre, acquérant ce faisant une certaine légitimité démocratique.

Les nouveaux outils de communication et d'information mis à la disposition de tous ont également transformé le cadre de l'engagement politique et civique. En tant qu'instrument d'acquisition du savoir et facilitateur d'échanges, l'internet fournit une estrade à quiconque souhaite dénoncer ou rendre public un sujet ou une cause donnée, apportant ainsi aux citoyens ordinaires de nouveaux moyens de s'impliquer dans le monde qui les entoure. La Toile encourage la mobilisation collective en temps réel, accueille une culture de la dérision et une posture critique à l'égard de la politique et de la classe politique. L'image omniprésente et la disponibilité instantanée de l'information ont créé un besoin de transparence et d'authenticité qui renforce les exigences de la démocratie. Ces nouveaux paramètres ont modifié à la fois les impératifs que les jeunes veulent voir prendre en compte par la classe politique mais aussi les attentes qu'ils en ont, ce qui a ainsi donné lieu à de nouveaux types de comportement adopté par les jeunes.

Ce contexte politique inédit a entraîné ce que d'aucuns considèrent comme une crise de la citoyenneté. Toutefois, ces transformations peuvent être interprétées d'une autre manière et vues moins comme un déficit démocratique que comme le signe de l'émergence d'un nouveau modèle de citoyenneté. Ce nouveau modèle est pertinent pour toutes les catégories de la population dans son ensemble et peut être considéré comme un effet de période, moins comme un effet de génération. Néanmoins, il est plus précis pour les jeunes générations qui sont entrées en contact avec la politique dans ce contexte transformé, sans avoir connu le cadre d'une socialisation politique plus traditionnelle. Les jeunes affrontent pour cette raison une situation nouvelle et très spécifique, et adoptent des attitudes et des comportements inédits¹.

Avant de développer plus avant la question de l'émergence d'un nouveau modèle de citoyenneté au sein des jeunes générations actuelles, je souhaiterais faire plusieurs remarques.

1. Les transformations affectant attitudes et comportements politiques ne concernent pas exclusivement les jeunes. Elles peuvent s'observer au sein de toute la population, mais tendent à être moins prononcées. Les jeunes agissent comme une sorte de miroir grossissant qui reflète les changements intervenant dans les relations entre les citoyens ordinaires et les responsables politiques, mais également les changements dans la pratique de la politique et l'action politique. De nouvelles exigences pesant sur la démocratie sont visibles aujourd'hui et s'expriment avec plus ou moins de force dans toutes les catégories de la population.

2. Il est clair que les clivages sociopolitiques existent chez les jeunes. On peut observer chez eux certaines tendances générales, mais celles-ci n'ont pas le même impact sur toutes les catégories. Il existe une ligne de partage nette entre les jeunes qui ont ou non une qualification. Ceux qui ont suivi des études sont profondément attachés à la démocratie représentative, même s'ils se montrent très critiques vis-à-vis de la politique. Quant aux jeunes les moins éduqués, bien qu'ils adhèrent plus volontiers aux valeurs universelles que les personnes plus âgées de même niveau d'éducation, leurs croyances universelles ne sont pas suffisamment fortes pour compenser leur rejet relatif de la politique. Leur confiance à l'égard de la démocratie représentative est plus gravement sapée, ils ont tendance à se détacher plus souvent de toutes formes de participation politique et sont plus attirés par les dirigeants et partis populistes. Dans les deux cas, le danger d'un accroissement du déficit démocratique est patent.

3. Malgré l'existence de ces différences sociales et politiques qui opèrent des scissions parmi les jeunes et malgré le fait que, dans la plupart des pays européens, les jeunes partagent avec leurs aînés la même défiance et expriment les mêmes doutes à l'égard du système politique et de la démocratie représentative, les changements politiques qui ont lieu au sein de la jeune génération actuelle auront des conséquences différentes à long terme et pour l'avenir de la démocratie. Parce que les jeunes découvrent la politique uniquement dans une période de défiance, de

1. Voir Muxel, A., « Young People and politics », in Perrineau, P., Rouban, L. (dir.) (2009), *Politics in France and Europe*, Palgrave Macmillan, New York ; voir également Muxel, A. (2010), *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Seuil, Paris.

contestation et d'essor de l'abstention, ces nouveaux paramètres infléchissant leur relation à la politique continueront probablement à influencer leurs attitudes et comportements futurs. Une profonde évolution politique est intervenue dans la dynamique intergénérationnelle et au cœur même du processus de socialisation. Les futurs citoyens ne seront pas les citoyens d'hier. Ils continueront probablement à se montrer plus critiques, plus susceptibles de s'abstenir et de contester, plus sophistiqués et plus défiants à l'égard de la politique. En ce sens, il existe en effet un fossé intergénérationnel incontestable. Par conséquent, les transformations observées aujourd'hui non seulement auront des répercussions sur la manière de pratiquer la politique et sur l'expression des choix politiques mais changeront également, de façon plus générale, l'avenir de la démocratie.

Je souhaiterais maintenant aborder ce qui, selon moi, constitue les trois caractéristiques les plus pertinentes de ces changements, applicables à la définition de ce qu'on pourrait envisager comme un nouveau modèle de citoyenneté pour nos démocraties européennes avancées. Pour ce faire, je me focaliserai essentiellement sur la situation en France. Même si certaines différences et spécificités nationales existent bel et bien, la plupart des caractéristiques abordées ci-après peuvent également s'observer dans d'autres pays européens.

LA PREMIÈRE CARACTÉRISTIQUE : UNE DÉFIANCE GÉNÉRALISÉE À L'ÉGARD DE LA POLITIQUE ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES RESPONSABLES POLITIQUES

La crise de confiance à l'endroit des institutions politiques et de la démocratie représentative est bien établie dans de nombreux pays européens depuis plus de trente ans. L'insatisfaction vis-à-vis des représentants politiques peut être décelée chez les citoyens de tous âges. Moins de 40 % des jeunes Européens âgés de 16 à 29 ans font confiance (ou n'ont ni confiance ni défiance) aux responsables politiques et aux partis politiques. Les générations plus âgées tendent à faire un peu plus confiance aux responsables politiques (ou à rester neutres vis-à-vis d'eux) que les jeunes. Inversement, les jeunes ont une vision plus positive des partis politiques que leurs aînés. La confiance accordée aux parlements nationaux demeure plus élevée qu'envers les responsables politiques et les partis politiques, mais demeure néanmoins inférieure à 50 %². Aujourd'hui, en France, une bonne moitié de la population ne fait confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner³. Plus de huit personnes sur 10 estiment que les responsables politiques ne se soucient pas de leurs problèmes et de leurs difficultés⁴. Le fossé qui sépare l'élite du peuple est très profond. Les deux tiers de la population considèrent que les responsables politiques sont corrompus et n'accomplissent pas leur travail avec intégrité et honnêteté. Les jeunes partagent les mêmes attitudes et débudent leur vie de citoyen avec cette perception très négative de la sphère politique.

2. Rapport Eurostat 2011.

3. Baromètre de confiance politique du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po), décembre 2012.

4. *Idem*.

Ce nouveau cadre met clairement en lumière les difficultés et les dangers qui menacent. Pour fonctionner, la démocratie nécessite que soit établie une confiance mutuelle entre les citoyens et leurs représentants. Mais quelles que puissent être les conséquences négatives pour le temps présent d'une défiance politique généralisée (populisme, crise politique, défection civique, etc.), on peut aussi faire valoir que, d'une part, cette dernière offre au système politique une occasion de se montrer plus exigeant envers ses institutions et les responsables politiques en situation de gouverner, et que, d'autre part, elle offre aux citoyens une occasion de renforcer leur vigilance et d'approfondir leur quête de ce que ce système démocratique peut leur apporter. En gardant à l'esprit cette interprétation positive et en faisant confiance à cette vision optimiste de l'avenir de la démocratie, la généralisation de la défiance dans le processus de socialisation pourrait à l'évidence aboutir à l'émergence de citoyens plus critiques, qui à la fois soutiendraient les idéaux démocratiques et critiqueraient le système politique, et qui, d'un point de vue politique, seraient plus capables, impliqués et vigilants.

LA DEUXIÈME CARACTÉRISTIQUE DE CE NOUVEAU MODÈLE : LA LÉGITIMATION DE L'ABSTENTION ET LA PROPAGATION DU VOTE INTERMITTENT

L'abstention enregistre une croissance constante dans la plupart des pays européens depuis les trente dernières années⁵. Les plus récentes élections françaises à mi-parcours ont enregistré des niveaux record de non-votants. La progression du taux d'abstention s'explique par des facteurs moins sociaux que politiques. Mais des raisons sociologiques rendent toutefois compte de cette situation. Il s'agit notamment des niveaux d'intégration sociale (chez les jeunes, les femmes, les moins instruits, les chômeurs, etc.) et des clivages sociaux qui traversent les catégories d'âge, reflétant les fractures du taux de participation aux élections. En France, lors des dernières élections présidentielles de 2012, 62 % des étudiants ont déclaré qu'ils votaient à chaque élection, alors que seulement 49 % des jeunes ayant un emploi se sont prononcés dans le même sens, de même que 42 % des chômeurs ; 26 % des étudiants ont admis avoir hésité sur le choix du candidat jusqu'au jour de l'élection et s'être décidés au dernier moment, 27 % des jeunes ayant un emploi se sont prononcés dans le même sens, de même que 34 % des chômeurs ; 75 % des votants nés avant 1945 ont déclaré qu'ils avaient arrêté leur choix longtemps avant le scrutin tandis que seuls 45 % des jeunes votants nés après 1980 se sont prononcés dans le même sens (-30 points)⁶. Cependant, les facteurs sociaux ne sont pas suffisants pour expliquer pourquoi des citoyens s'abstiennent davantage, en dépit du fait que le niveau d'éducation continue à s'améliorer. Trente-cinq pour cent des étudiants se sont abstenus lors du premier tour de la dernière élection présidentielle française⁷.

-
5. Voir Cautrés, B., Muxel, A. (dir.) (2011), *The New Voter. France and Beyond*, Palgrave Macmillan, New York.
 6. Enquête postélectorale, CEVIPOF, juin 2012. « -30 points » indique la différence entre les 75 % d'électeurs nés avant 1945 ayant déclaré qu'ils avaient fait leur choix longtemps avant le jour du scrutin et les 45 % de jeunes électeurs nés après 1980 ayant déclaré qu'ils avaient fait de même (-30 points).
 7. *Idem*.

Des facteurs autres que sociologiques et culturels doivent également entrer en ligne de compte. On peut recourir à l'abstention pour exprimer une insatisfaction politique et protester à l'endroit de l'offre de candidats et de partis proposés par un scrutin. La diffusion de cette utilisation politique de l'abstention laisse penser qu'il s'agit d'un comportement de plus en plus souvent adopté et légitimé, et avant tout par les jeunes.

Adoptant ce nouveau modèle de comportement électoral, les jeunes prennent l'habitude de voter ou non selon l'importance qu'ils attachent aux résultats de l'élection. Ils ont tendance à ne pas considérer comme cruciales des élections à mi-parcours, telles que les élections européennes. En France, seules les élections présidentielles sont perçues comme plus décisives. Par conséquent, le vote intermittent est devenu l'exercice normal du devoir civique. Ce nouveau cadre modifie la citoyenneté ordinaire dans le processus de socialisation politique et crée nécessairement un fossé générationnel. Il a également un impact sur le système électoral et la compétition électorale. Cette alternance entre vote et non-vote constitue un réel changement politique et redéfinit les outils démocratiques qu'utilisent les citoyens pour exprimer leurs opinions. À l'évidence, les conséquences d'une socialisation précoce vis-à-vis de l'abstention chez les jeunes générations, et avant tout sa légitimation, modifient les règles du jeu démocratique. Si l'abstention systématique représente un réel danger pour la démocratie, en ce sens qu'elle menace la légitimité de la démocratie même, j'ai également la ferme conviction que l'essor de l'expression politique et intermittente de l'abstention pourrait être au contraire le signe d'une vitalité politique.

LA TROISIÈME CARACTÉRISTIQUE : LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CONTESTATION PARTICIPATIVE

La crise de la politique représentative s'est traduite par davantage d'appels en faveur de la démocratie directe et une plus grande participation des citoyens aux campagnes de protestation. Ces tendances sont particulièrement patentes chez les jeunes générations. Le vote, bien que toujours considéré par les jeunes comme utile et efficace, n'est plus envisagé comme l'unique moyen de l'engagement civique. Il résulte des statistiques d'Eurostat que moins de 4 % des jeunes Européens déclarent participer aux activités de partis politiques ou de syndicats⁸. On assiste à l'émergence de l'expression d'une prise de conscience politique et la protestation est de plus en plus considérée comme légitime. La participation non conventionnelle est en hausse dans tous les pays européens. Il s'agit principalement d'un phénomène générationnel : les membres des générations plus âgées sont peu susceptibles de participer à des protestations, les membres de la génération du baby-boom sont susceptibles d'y participer et les jeunes d'aujourd'hui encore plus susceptibles d'y participer : la croissance de la participation aux mouvements de protestation est une tendance continue. En France, un jeune sur deux a déjà participé à une manifestation de rue.

La participation conventionnelle (le vote) et la participation non conventionnelle (la manifestation) ne sont pas des options rivales, mais elles sont étroitement liées et souvent complémentaires. Les mouvements de protestation ne peuvent pas être

8. Rapport Eurostat 2011.

envisagés comme une alternative à la participation aux élections. En effet, plus les citoyens attachent de la valeur à la participation conventionnelle, plus ils considèrent également comme importante la participation aux protestations.

Cette politisation sur le mode protestataire peut également se retrouver devant les urnes. Nombre de pays européens ont vu des partis extrémistes ou des partis se situant à l'extérieur du système remporter des succès électoraux. De la même façon que l'abstention est de plus en plus utilisée comme un instrument à même d'exprimer une protestation politique, le vote est devenu un mode de protestation qui exprime un rejet des partis de gouvernement et du système politique conventionnel. Lors de la dernière élection présidentielle en France, de nombreux jeunes ont voté pour des candidats de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. En ce sens, la protestation peut recourir à des moyens de participation conventionnels. Dans ce nouveau modèle de citoyenneté, les types de participation conventionnelle et non conventionnelle ne sont pas exclusifs les uns des autres, mais au contraire de plus en plus étroitement liés. La gamme des outils utilisés dans le cadre de l'expression démocratique s'est considérablement diversifiée et, plus que toutes autres, les jeunes générations n'ignorent rien de l'utilisation des différents instruments de l'action collective pour influencer sur les décisions politiques et les gouvernements.

QUE CONVIENT-IL D'EN RETENIR ?

Ce triptyque – défiance, intermittence du vote, protestation – est aujourd'hui commun à toutes les catégories de jeunes. Il caractérise la politisation de ces derniers, même si celle-ci est plus ou moins prononcée, selon l'insertion sociale et les niveaux de diplômes obtenus. Cela explique pourquoi on peut le considérer comme un nouveau cadre pour la citoyenneté. L'idée largement répandue selon laquelle les jeunes sont dépolitisés est fautive. Les jeunes sont en effet tout aussi critiques et défiants à l'égard des responsables politiques, des partis et de la politique qu'ils l'ont toujours été, mais ils ont également une attente vis-à-vis de la politique. Pragmatisme, efficacité et individualisation sont les maîtres mots d'un type d'action politique plus expérimentale qu'elle ne l'était par le passé, car elle requiert renégociations et réajustements continus. Socialisés dans une atmosphère de désenchantement et de défiance à l'égard de la politique, et ayant hérité des désillusions de leurs parents, les jeunes ont élaboré une approche inédite de la politique sur la base d'un nouveau paradigme de l'engagement. Cette approche associe à une intransigeance sur les questions de principe un désir de pragmatisme ainsi que des exigences quant aux valeurs à respecter pour une efficacité réelle. Les jeunes sont certes marqués par un certain retrait vis-à-vis de la participation aux élections ainsi que par un moratoire civique, mais ils sont d'autre part très présents sur la scène collective et ont montré qu'ils pouvaient être politiquement extrêmement réactifs. Toutefois, cette capacité de réaction et d'implication se déporte des organisations et institutions politiques traditionnelles vers des formes d'action plus individualisées et sporadiques dont l'objectif principal est d'obtenir un effet instantané et de parvenir à un résultat immédiat. Les jeunes sont doués d'une grande aptitude à s'impliquer en faveur de sujets concernant à la fois des préoccupations locales et des problèmes internationaux. Leur mobilisation se fait au sein d'une sorte de « proximité globalisée », traduisant le souci de problèmes tant de proximité que lointains. Le cadre national n'est plus

le seul à l'intérieur duquel ils construisent et expriment leur politisation. Leur relation à la politique est plus individualisée et plus directement liée à leur expérience personnelle. Les intérêts de classe et les affiliations partisans ou idéologiques sont, ce faisant, moins décisifs⁹.

UN BESOIN RÉEL DE PROPOSER AUX JEUNES UNE AUTRE FORME D'ESPACE ET, SURTOUT, DE LES CONSIDÉRER DIFFÉREMMENT

Les jeunes suscitent des préoccupations récurrentes et bien fondées. Ils font l'objet de nombreuses mesures et dispositions de planification dans divers secteurs, notamment l'éducation, l'emploi, la culture, la santé, le sport et même la politique, ce qui est une bonne chose. Ils s'inscrivent dans des réflexions et des traitements qui se font par l'intermédiaire d'interventions sectorielles sur lesquelles il n'est pas dans notre intention ici de porter un jugement. Toutefois, les jeunes ne sont pas très présents dans l'esprit des responsables politiques ni dans les discours politiques pour ce qui est d'une réflexion les concernant dans une perspective d'avenir, de leur proposer une vision de la société du futur et par conséquent de les inviter à placer leurs espoirs dans la politique. Parce que les jeunes jouent les trouble-fête, sèment trop souvent la confusion et sont parfois vus comme menaçants, les responsables politiques ont tendance à les éviter. Et parce qu'ils représentent non seulement le présent d'une société, mais aussi son avenir, ils contraignent les responsables politiques à adopter un discours vrai qu'il est souvent difficile d'assumer. Cela explique les tentatives auxquelles se livrent les responsables politiques à la fois d'éviter le sujet et d'adopter la commodité de considérer les jeunes comme une série de symptômes qu'il convient de soigner ou de traiter. Il est alors possible de subdiviser la catégorie des jeunes en secteurs où des interventions particulières peuvent être mises sur pied. Rares sont les politiques publiques à proposer aux jeunes un projet général. On ne se préoccupe principalement de la jeunesse que lorsque les choses tournent mal et qu'on la considère comme une menace non seulement pour elle-même, mais aussi pour l'ensemble de la société. Les aspects privilégiés demeurent essentiellement et avant tout les dimensions négatives et menaçantes de la jeunesse. Plusieurs raisons expliquent cette situation : agissant comme un miroir grossissant, les jeunes reflètent les nombreuses défaillances qui affectent les sociétés européennes (chômage endémique, ralentissement de l'intégration sociale et professionnelle, baisse du pouvoir d'achat et danger d'appauvrissement de certains secteurs de la population, plus particulièrement des jeunes, obstacles à l'autonomie financière des jeunes, faillite des systèmes éducatifs, etc.) Les personnes au pouvoir tendent à oublier que les jeunes ont besoin d'une autre image d'eux-mêmes. Ils sont rarement mentionnés pour des raisons positives. Et l'on pense plus souvent à eux lorsqu'il s'agit d'évoquer des symptômes ou des dysfonctionnements auxquels on les associe plutôt que pour leurs qualités et le potentiel qu'ils incarnent pour l'avenir. À long terme, cette situation risque de devenir source d'angoisse et de malaise, et de mener à une crise

9. Voir Sloan, J., « New Voice, Less Equal : The Civic and Political Engagement of Young People in the United States and Europe », *Comparative Political Studies*, septembre 2012, <http://cps.sagepub.com/content/early/2012/08/30/0010414012453441>.

de confiance généralisée qui empêchera non seulement le dialogue intergénérationnel mais aussi les réflexions sur la société menées dans la perspective de ce que les jeunes peuvent apporter. Près des trois quarts des Français (73 %) estiment aujourd'hui que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. Certes, il est notoire que la société française est l'une des plus pessimistes des démocraties industrialisées avancées, mais il me semble pourtant que ce profond manque de confiance dans la transmission intergénérationnelle affecte également d'autres pays. Les jeunes Européens sont tous aujourd'hui confrontés à un environnement particulièrement problématique : des budgets d'austérité accompagnés de réduction des dépenses affectées aux services publics et un marché du travail hostile aux nouveaux entrants. Un sentiment d'insécurité économique et sociale de même que la perception du risque d'une diminution des possibilités d'emploi dominant la dynamique intergénérationnelle. L'élaboration de politiques publiques visant à renverser ce sentiment de troubles sociaux et économiques (qui vont bien au-delà des problèmes seulement spécifiques aux jeunes) qu'éprouvent les générations successives constitue une question décisive. Des politiques pertinentes sont nécessaires non seulement pour renforcer la confiance des citoyens ordinaires à l'égard de leurs gouvernements, mais aussi pour garantir la bonne santé et la crédibilité de la démocratie dans nombre de nos sociétés menacées par l'essor de différentes formes de populisme et la tentation de se tourner vers des régimes autoritaires sur le continent européen.

Dans la perspective d'une forme de politique qui serait centrée sur la création d'un espace voué aux jeunes et qui concevrait cet espace surtout comme un élément de planification des liens sociaux intergénérationnels dans leur ensemble (tant affectifs que symboliques), je pense que, s'agissant de l'orientation des politiques publiques, trois priorités mériteraient d'être mises en lumière.

La première priorité est celle de la nécessité absolue d'une réflexion d'ensemble portant sur toutes les générations considérées dans leur totalité et non isolément. Accompagnant nombre de discours « compétents », les politiques existantes sont bien plus susceptibles d'exacerber les causes d'oppositions des générations les unes aux autres. Les liens et solidarités intergénérationnels existent dans la sphère privée, mais doivent désormais être relayés dans la sphère publique. Il est nécessaire de créer les conditions grâce auxquelles les différentes générations peuvent envisager ce qui les relie ensemble et non ce qui les oppose. À cette fin, il est impératif non seulement d'encourager toutes les initiatives prises en ce domaine, mais aussi de modifier l'essentiel du discours articulé à ce propos, qui stigmatise fréquemment les jeunes.

La deuxième priorité est un rappel de l'urgente nécessité de traiter la double revendication de la jeunesse : l'intégration et l'autonomie. Cela doit se traduire par le recours à des moyens concrets et à des mesures tangibles, mais également par l'introduction de marqueurs et de grilles d'analyse symboliques qui redonneraient aux jeunes le sentiment d'être socialement utiles et d'avoir un rôle à jouer dans les décisions politiques.

La troisième priorité consiste à encourager la réalisation de représentations de l'avenir, non seulement pour les jeunes mais pour la société dans son ensemble. Les responsables politiques ne parlent pas suffisamment de l'avenir. Et pourtant, le besoin est réel de donner un sens à l'ensemble des changements et des transformations qui façonnent l'avenir des jeunes générations.

Il est par conséquent nécessaire qu'un nouveau pacte citoyen jette les fondations de l'avenir de nos démocraties européennes. Ce pacte doit rassembler des citoyens indubitablement plus critiques et exigeants, et qui le resteront. Mais il doit également pouvoir compter sur des citoyens capables d'établir un dialogue de manière constructive (et pas seulement réactive) avec ceux qui les gouvernent, et qui feraient confiance à la capacité de la politique et des politiques publiques d'améliorer les sociétés dans lesquelles nous vivons. Bien que selon le rapport Eurostat 2011 sur les jeunes en Europe les citoyens plus âgés se disent plus pessimistes quant à l'avenir de la participation des gens ordinaires à la prise de décision politique, une majorité de jeune (53 %) âgés de 15 à 24 ans considère que, d'ici vingt ans, les gens seront davantage impliqués dans les décisions politiques. C'est un résultat que nous pouvons considérer comme une note optimiste s'agissant de l'avenir de nos démocraties.